



Fondation Universitaire pour la Coopération
Internationale au Développement

Bulletin FUCID

n° 75 Juillet, Août, Septembre 2007

Edito

Espoirs et résistances

À regarder mourir les Soudanais du Darfour, à observer, impassible, la construction d'un Mur qui appauvrit, assoiffe et affame la population palestinienne, à fermer les yeux sur le blanchiment d'argent et le secret bancaire, entre autres lâchetés, la communauté internationale ne pousse pas à croire aux luttes pacifiques. Pourtant, comme le rappelle Grégory Stanton, la mobilisation du public a souvent réussi, sans violence, à faire avancer les droits humains: ceux des noirs américains ou ceux des Sud-africains, par exemple. En revanche, en l'absence d'une mobilisation populaire, il est rare que naissent des décisions politiques courageuses. C'est pourquoi, même quand la cause paraît vaine, avoir de l'espoir demeure un devoir. Ce combat de tous les jours consiste simplement à rester des citoyens responsables. Car, à défaut, nous ne sommes que des privilégiés (pour combien de temps ?), complices.

B. Mo

activités

Palestine – 40 ans d'occupation, ça suffit !

Namur au pied du Mur



Avec surprise et curiosité, les Namurois ont accueilli l'apparition d'un Mur, en travers de la place de l'Ange, vendredi 1er juin. Constitué de barrières Héras couvertes de draps gris, que des "graffeurs" taguaient en direct, le Mur namurois arborait des photos, des cartes et des informations cruciales sur le Mur qui, au Proche-Orient, est construit par Israël à l'intérieur du pays voisin: la Palestine. Long de plus de 700 kilomètres, l'édifice annexe et étouffe le territoire arabe, tant son parcours sinueux l'apparente à un serpent. En somme, le Mur représente le point culminant de l'occupation et de la colonisation israéliennes en Palestine, entamées il y a exactement 40 ans.

« 40 ans d'occupation, ça suffit ! » La Fucid a souhaité joindre sa voix à ce slogan, repris dans le monde entier, à l'occasion de l'anniversaire des 40 ans de l'occupation de la Palestine par Israël, débutée à l'issue de la guerre des Six-jours, début juin 1967. De grandes manifestations se sont déroulées à Bruxelles, dans d'autres grandes villes européennes et au Proche-Orient. Non contente d'être présente à Bruxelles le 9 juin, la Fucid a apporté sa pierre à l'édifice en érigeant, huit jours plus tôt, avec des parte-

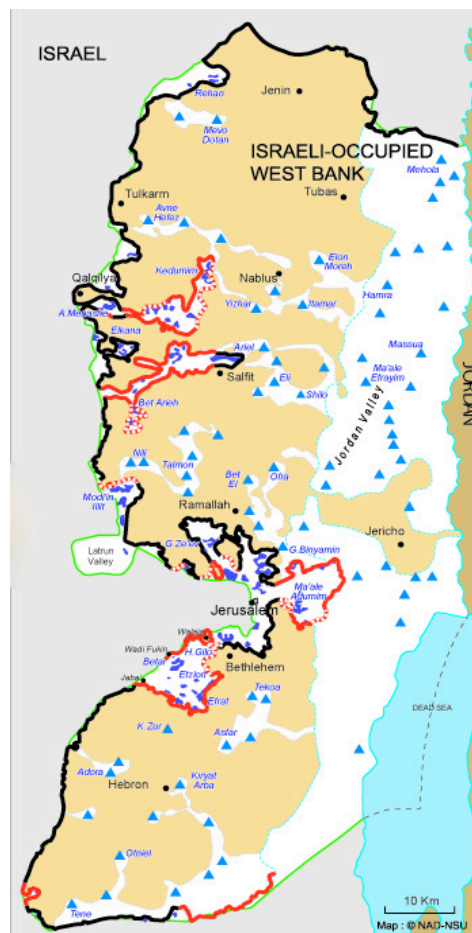
activités

naires Namurois (CNCD, Oxfam, Maison de jeunes de Saint-Servais, ASBL Nouveau Saint-Servais...), le Mur de la place de l'Ange.

Forcés à traverser le Mur par un couloir central, les passants jetaient des regards interrogateurs. Un soldat les arrêtait : « *Merci de me présenter vos papiers et votre permis. Vous avez bien un permis pour entrer en Israël? De quel côté du Mur se trouve votre famille? Il va falloir choisir. Réfléchissez bien avant de traverser. Nous ne souhaitons pas que vous tombiez dans cette situation où se trouvent 500.000 Palestiniens, isolés du reste du pays par le Mur dans de petites enclaves, parfois sans accès à leur puits, à leur école, à leur hôpital...* »

Les Namurois se sont montrés intéressés et réceptifs. Quelques-uns ont rappelé la fonction sécuritaire du Mur : barrer la route aux attentats-suicides. « *Non aussi aux roquettes palestiniennes lancées sur Israël* », a souhaité ajouter l'un d'entre eux, parmi les slogans « *Libérons la Palestine !* » Ce rappel pouvait éventuellement être utile. Mais, souvenons-nous de cette réflexion de Berthold Brecht : « *On parle souvent de la violence des rivières, mais on parle peu de la violence des berges qui l'enserment.* » L'occupation et la colonisation du territoire de Palestine, violences quotidiennes et pas toujours diffuses, ont 40 ans. Or, le droit international insiste sur ce point : une occupation ne peut durer qu'un temps très limité. Parce qu'elle est invivable et dangereuse. Vraiment, 40 ans, ça suffit !

Benjamin Moriamé



Palestine. Noir: le Mur construit. Rouge: en construction. Pointillé: bientôt en chantier. Bleu: colonies israéliennes.

Un summum dans l'histoire de l'Humanité

Ce Mur n'a aucun équivalent dans l'Histoire. À cause de son tracé, loin de la frontière, et en raison de ses conséquences dévastatrices. **Descriptif:** + de **700 km** de béton et de grillages électrifiées. **12% du territoire** palestinien isolé ou détruit. **500.000 Palestiniens isolés** du reste du pays. Des **familles séparées**. Des dizaines de **puits inaccessibles**. Des étudiants et enseignants coupés des écoles et universités. Des centaines de **maisons détruites**. **120.000 oliviers** déracinés. Une économie étranglée. Une agriculture empêchée (les terres les plus fertiles dérobées). Un vecteur de **pauvreté** et de chômage. Une **capitale**, Jérusalem-Est, annexée. Un **déni du droit** international. Une barrière en travers des maigres perspectives de paix. Le paroxysme de l'occupation et de la colonisation, auxquelles il est urgent de mettre un terme !



actu

SOUDAN - Une force internationale est enfin annoncée

Une solution pour le Darfour ?

« J'ai été battue. Je suis restée allongée sur le sol comme si j'étais morte. Même quand ils étaient tous partis, je n'osais toujours pas bouger », raconte Zeinab. « Quand la nuit est tombée, je me suis levée. Et j'ai vu qu'ils avaient tué mon mari et mon plus jeune fils (silence). Ils ont tué beaucoup d'entre nous. Ils ont emmené les jeunes filles et les ont violées. Ils ont brûlé les maisons et les mosquées, après avoir volé nos récoltes. Nous étions 13.000 habitants à Korma. Beaucoup d'entre nous ont été tués. Je ne sais pas combien. J'ai fui avec mes deux autres enfants. » C'est par ce témoignage que débute le dernier reportage sur place d'Anne-Marie Impe, rédactrice en chef d'Enjeux internationaux (1).



Crédit: www.lefigaro.fr

Malheureusement, le récit de Zeinab ne fait pas exception. Les habitants de dizaines de villages du Darfour (ouest du Soudan), qui ont également subi l'assaut des milices "Janjawids", relatent les mêmes faits. Les médias spécialisés sont quasi unanimes pour définir les pratiques de guerre : meurtres d'enfants, viol des femmes, destruction du bétail, empoisonnement des puits... Les meurtriers arrivent à dos de cheval ou de chameau, ou encore à bord de 4X4. Plus rarement, l'usage d'avions et d'hélicoptère sont évoqués. Que les Janjawids sont armés et soutenus par le gouvernement ne fait plus mystère pour personne. La Cour pénale internationale a d'ailleurs délivré deux mandats d'arrêt: l'un contre le leader des Janjawids, l'autre contre un ministre.

Près de 300.000 morts. Plus de 2 millions de déplacés. 1,6 million d'autres ont besoin d'une aide alimentaire et sanitaire, car leurs villages ont été attaqués et leurs cultures détruites. Mais une personne dans le besoin sur quatre, soit 900.000 personnes, sont hors d'atteinte pour les secours. La terreur perdure, dans les camps de réfugiés et les campagnes, depuis 2003. L'eau est de plus en plus rare. Les luttes de pouvoir et les conflits ethniques, de plus en plus durs. Mais, ça y est, la Communauté internationale promet d'envoyer des soldats sur les lieux du nettoyage ethnique, qui sera peut-être reconnu plus tard comme génocide.

Pendant quatre ans, ce mot terrible, "génocide", était soigneusement évité par les grandes puissances. Probablement parce qu'il implique obligatoirement l'action, en vertu du droit international (lire p. 4). Mais, au-delà des jeux de mots cyniques, le "devoir de protection" reste bien inscrit, lui

... Suite page 5



Trois questions à Grégory H. Stanton, président de Genocide watch

Comment prévenir les génocides ?

Grégory H. Stanton est président de Genocide watch (Washington) et coordinateur de la Campagne internationale pour mettre fin au génocide. Diplômé en droit de Yale, en théologie de Harvard et en ethnologie de Chicago, il a coordonné la campagne pour la création de la Cour pénale internationale. Entretien. (1)

Qu'est-ce qui empêche la lutte contre le génocide ?

« Plus jamais ça », s'est-on écrié dans toutes les langues après avoir découvert les horreurs de l'Holocauste. En 1948, les Nations unies adoptaient la Convention contre le génocide. Mais, malgré cela, l'histoire de la deuxième moitié du XXème siècle a été « encore et encore ». Chine, Nigéria, Cambodge, Burundi, Soudan, Ouganda, Yougoslavie, Rwanda : les massacres et les charniers ont continué de souiller la carte du monde. Il y a deux raisons pour lesquelles les génocides ont pu se dérouler ou menacent encore d'éclater : l'absence d'institutions internationales à même de les prédire et de les empêcher et le manque de volonté politique des dirigeants mondiaux pour y mettre fin.

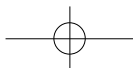
Quels moyens efficaces peut-on mettre en oeuvre ?

Trois types d'institutions sont nécessaires : des centres d'alertes, des forces de prévention ou d'intervention et des tribunaux pénaux internationaux. Les systèmes d'alerte devraient être mis en place par le Conseil de sécurité, conformément aux revendications de la Commission spéciale sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Mais l'ONU doit aussi disposer d'une force de réaction rapide, permanente et professionnelle, composée de volontaires, qui ne dépendrait pas de la contribution des armées nationales. La Charte des Nations unies prévoyait déjà une structure permanente, qui n'a jamais vu le jour. Le président Bush y est opposé, alors que deux tiers des Américains y sont favorables. Enfin, la Cour pénale internationale doit être appuyée par l'engagement des nations à arrêter les personnes qu'elle inculpe.

Mais il manque toujours la volonté politique ?

Effectivement, ces changements institutionnels ne suffiront pas pour empêcher le génocide. La volonté politique sera déterminante. Les 800.000 victimes du Rwanda sont mortes en raison de la dérobade des plus hauts dirigeants mondiaux. Le temps est venu de créer un vaste mouvement mondial contre le génocide, à l'exemple du mouvement pour l'abolition de l'esclavage au XIXème siècle. Les responsables politiques n'agissent, en effet, que lorsqu'ils sentent la pression du public. Nous devons mobiliser les dirigeants religieux et moraux, les célébrités, etc. Nous devons faire de l'indifférence face au génocide une attitude culturellement inacceptable et politiquement intenable. Nous devons éduquer, plaider, manifester et légiférer. Je me souviens de la lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis ou en Afrique du Sud. Les mouvements de masse ont réussi à créer la volonté politique. Le génocide est provoqué par la volonté humaine. La volonté humaine peut y mettre fin.

(1) Tiré d'une contribution de G. Stanton au périodique Enjeux internationaux (n°3, 1er trimestre 2004).





Crédit: www.lesnouvelles.org

Définition

GENOCIDE

« L'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel : meurtres de membres du groupe ; atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale (...) ; soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. »

Convention de l'ONU,
1948

... Suite de la page 3

aussi, dans la doctrine des Nations unies. Et ce beau principe a pris un retard vertigineux. Alors, ces 20.000 militaires internationaux, promis fin juin 2007, c'est pour quand ? Et est-ce suffisant ?

Pour l'instant, seule l'Union africaine a envoyé des soldats au Darfour. C'était en 2005, avec déjà beaucoup de retard. Rien qu'en 2003, la répression orchestrée et commanditée par le gouvernement, mais opérée essentiellement par les milices Janjawids, avait fait 200.000 morts. Autre inconvénient de l'AMIS (force de maintien de la paix de l'Union africaine au Soudan) : elle est seulement composée de 8.000 hommes. C'est évidemment beaucoup trop peu pour prétendre sécuriser un territoire comme le Darfour, grand comme la France et peuplé de 6 millions d'habitants. En fait, les soldats de l'AMIS, fréquemment tués et rançonnés, sont bien en peine de se protéger eux-mêmes. Et, pour comble, ils ne sont pas toujours payés. Au Darfour, l'AMIS a été rebaptisée "African mistake in Soudan". L'engagement de la communauté internationale était nécessaire, depuis le début. Peu de spécialistes l'ignoraient. Mais peu d'Etats l'admettaient, encore moins les grandes puissances.

Les grandes puissances sont toutes responsables

La Chine, qui vend des armes à Khartoum et exploite son pétrole plus que n'importe quel autre Etat, a souvent été montrée du doigt comme la "protectrice" du gouvernement autoritaire et anti-démocratique soudanais. Mais cette vision simplifiée est surtout le fruit d'une stratégie communicationnelle occidentale pour brouiller le partage des responsabilités. Au Conseil de sécurité des Nations unies, la Chine a, le plus souvent, choisi de s'abstenir et non d'opposer un veto, preuve que son soutien n'est pas indéfectible et qu'une voie existe pour l'action. La perspective des Jeux olympiques de 2008 semble, de plus, pousser la Chine à polir son image si souvent ternie. En réalité, tous les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, entre autres, ont leurs parts d'implication dans le scénario sanglant qui se joue actuellement.

La Russie, par exemple, est un autre important fournisseur d'armes du Soudan. Quant à la France, elle a souvent défendu la cause du gouvernement, tant auprès des Nations unies que de l'Union européenne ou du FMI. Elle a aussi appuyé des chefs de guerre et rebelles tchadiens. Le Royaume-Uni, lui, semble en retrait et ferme les yeux. Restent les Etats-Unis, « les premiers responsables, indirectement, du massacre de

actu

actu



grande ampleur qui s'est déroulé au Darfour et qu'ils qualifient maintenant de "génocide" », selon Marc Lavergne, directeur de recherches au CNRS. (2)

Aux sources du conflit ethnique, la désertification et l'inégalité

Un petit flash-back s'impose. Tandis que la Communauté internationale se montrait préoccupée par la situation du Sud-Soudan (pacifié en 2005), elle faisait mine d'ignorer le conflit du Darfour. Les Etats-Unis, en particulier, possédaient toutes les informations nécessaires pour s'indigner et agir. Mais cela ne doit pas faire oublier les causes du drame, comme la désertification massive de la zone (depuis les années 80), qui a décuplé les querelles pour la terre et, surtout, pour l'eau. A cela, il faut ajouter les rébellions, qui contestent le pouvoir du gouvernement et, notamment, la répartition des richesses. La Région du Darfour est délaissée par le pouvoir, tandis que Khartoum est comparée à "Dubai" ou "l'Eldorado", grâce au nouveau souffle que lui donne le pétrole (3). C'est sur cette base que naissent et gonflent les conflits ethniques, entre nomades et sédentaires, entre arabes et non-arabes, entre les Fours et d'autres peuples... L'accord de paix de 2006, parce qu'il a été forcé (par les Etats-Unis surtout) et parce qu'il n'a pas réuni tous les acteurs majeurs, n'a jamais été respecté mais a, au contraire, aggravé les divisions. Aujourd'hui, est-ce l'internationalisation du conflit (au Tchad et en République centre-africaine) ou le cri des ONG qui pousse à agir ? Peu importe.

Mais quelle est cette action qui s'annonce ? Elle a pris provisoirement le nom de "Force hybride", car elle rassemblera les militaires de l'Union africaine et les casques bleus de l'ONU. Elle serait, dans un premier temps, composée de 20.000 hommes. Cette décision a été prise à Paris, le 25 juin dernier. Il faut reconnaître au néo-ministre français Bernard Kouchner que, si ses options sont critiquées par les experts, il a réussi un tour de force en réunissant autour de la question les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité. Même la Chine s'est jointe à l'initiative. Le gouvernement du Soudan a accepté la présence des casques bleus. Sérieux bémol cependant : l'Union africaine n'était pas représentée. Le danger n'est donc pas mince que les casques bleus soient perçus comme des néo-colonialistes par une partie de la population locale. Enfin, des questions restent en suspens. Qui va payer ? Y aura-t-il assez d'eau sur place ? Qui enverra des hommes ? Combien ? Et quand ? Il faut souhaiter que cela ne prenne pas trop de temps, comme c'est l'usage, car la perspective de négociations imminentes pousse les chefs de guerre à accumuler rapidement des gains stratégiques. Aux dépens de la population.

Benjamin Moriamé

(1) "Jusqu'à quand accepterons-nous l'inacceptable ?", in Enjeux internationaux n°16, été 2007, pp 4-11.

(2) "Le puzzle du Darfour : à qui profite le crime ?", in Diplomatie n°27, juillet-août 2007, pp 73-78.

(3) "Khartoum, nouvel eldorado", in Courrier international n° 870, du 5 au 11 juillet 2007, pp 41-43.

Autres sources : Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (www.grip.org), International crisis group (www.icg.org), Human rights watch (www.hrw.org), etc. Le dossier complet est disponible à la Fucid.



documentation

Relations internationales: www.ifri.org

Les fondus de questions politiques et d'actualité se régaleront sur le site de l'IFRI (institut français des relations internationales). Actuellement à la "Une" : l'avenir de l'Union européenne, le conflit israélo-palestinien, la puissance émergente de la Chine, l'Islam... Une profusion de working-papers, d'annonces de livres, de comptes-rendus de conférence, etc. Un point de convergence de nombreuses opinions éclairées.

Environnement: www.grid.unep.ch

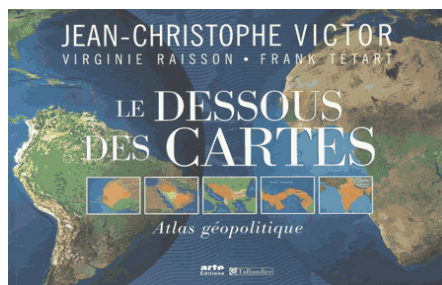
Le GRID (Global resources information database) fournit toutes les informations sur l'environnement qui servent à la prise de décision et à l'élaboration de politiques, dans le cadre du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement). Il assure le suivi de l'environnement mondial, lance des "alertes rapides" dès l'apparition d'une menace ou d'une contrainte importante, fournit des expertises techniques, etc. Le site offre des informations et des cartes pour presque tous les coins du globe.

Jean-Christophe Victor, Virginie Raison et Frank Tétart
"Le Dessous des cartes.

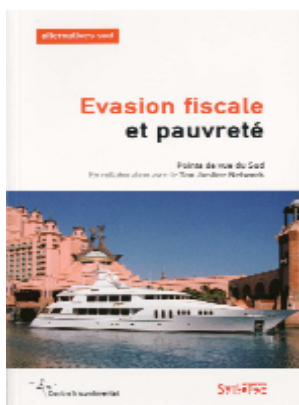
Atlas géopolitique"

Arte Editions (disponible à la Fucid)

Rien de tel, pour se lancer dans l'exploration du monde, que l'Atlas géopolitique du Dessous des cartes. Petit rappel pour les distraits: l'émission "Le dessous des cartes" d'Arte est un chef d'oeuvre d'analyse géopolitique synthétique et pédagogique. Avec l'Atlas, les auteurs fournissent un outil indispensable à l'ONG d'éducation au développement qu'est la Fucid.



Textes brefs, abondance d'images en couleurs, structure claire et précise... L'Atlas offre une vue imprenable sur les enjeux mondiaux actuels, dans leurs spécificités et dans leur globalité. Les premiers chapitres sont dédiés à une approche systématique, continent par continent, tandis que les derniers abordent de grandes questions d'avenir (guerres, développement durable, terrorisme, prolifération nucléaire...). Un excellent point de départ pour tout qui veut réaliser le "tour du monde" en moins de 80 jours.



Alternatives Sud

"Evasion fiscale et pauvreté". Editions Syllepse et Centre tri-

continental, 2007. Disponible à la Fucid.

Cette récente livraison du CETRI (Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve) conclut à l'urgente nécessité de remettre en cause les paradis fiscaux, d'harmoniser les systèmes de taxation nationaux et d'établir un cadre international de réglementation et de coopération entre autorités fiscales. Pourquoi ? Parce que les pertes annuelles dues à l'évasion fiscale sont évaluées à 225 milliards de dollars, "contre toute logique éthique et sociale". Outre les paradis fiscaux, le secret bancaire et les taxations faibles ou nulles, les grosses fortunes bénéficient désormais de stratégies extrêmement sophistiquées, licites ou illicites. C'est pourquoi, une véritable lutte mondiale contre la fuite des capitaux reste à imaginer, tandis que les inégalités, les besoins sociaux et la pauvreté planétaires augmentent imperturbablement.

la phrase

“Tout ce qui rend les luttes pacifiques impossibles rend les luttes violentes inéluctables.”

John Fitzgerald Kennedy, ex-président des Etats-Unis.

le cartoon

Par Olivier Dulieu

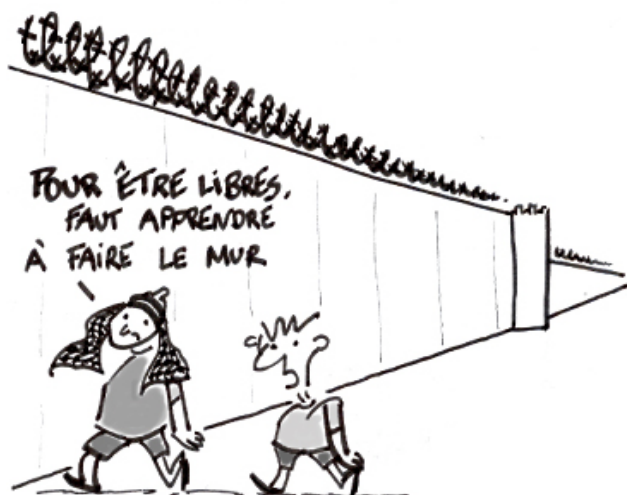


table des matières

- Page1 et 2 : Namur au pied du Mur
- Page3 : Enfin une solution pour le Darfour ?
- Page 4 : Comment prévenir les génocides ?
- Page 5 et 6 : Une solution pour le Darfour ? (suite)
- Page7 : Documentation - livres et sites Internet
- Cahier central : Tourisme et mondialisation

Comité de rédaction

Elisabeth Donnay, Greta Debois, Marcus Dejardin, Manfred Peters, Marcel Rémon, Rita Rixen, François Reman, Laurence Vieslet et Benjamin Moriamé.

Coordination de la rédaction

François Reman et Benjamin Moriamé

Secrétariat et diffusion

Abonnement gratuit sur simple demande à Catherine Dehalu, à l'adresse mentionnée ci-dessous.

Ce numéro du Bulletin FUCID a été tiré à 750 exemplaires. Egalement disponible en version électronique (PDF).

ISSN : 1378 - 7144

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs.



Fondation Universitaire
pour la Coopération
Internationale
au Développement

61, rue de Bruxelles B-5000 Namur
E-mail : fucid@fundp.ac.be
Site web : <http://www.fucid.be>
Tél: 32.(0)81.72.50.88
Fax: +32.(0)81.72.50.90

Conseil d'administration de la FUCID

Michel Scheuer (président), Natalie Rigaux,
Thierry Arnould (secrétaire), Axel Tixhon et
Johan Wouters.

Equipe permanente

Marcel Rémon (directeur), Rita Rixen,
Catherine Dehalu, François Reman,
Benjamin Moriamé.

Délégués de la FUCID dans les facultés

Jean-Loup Bister (Sciences), Michel
Tenikue (Sciences économiques, sociales
et de gestion), Jacques Fierens (Droit),
Pierre Sauvage (Philosophie et lettres),
Monique Noirhomme (Informatique), Thanh
Huynh-Thu (Médecine).